Edito

Formation en alternance : en quête de tuteurs

Jean-Frédéric Vergnies

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/5266>

DOI : [10.4000/formationemploi.5266](https://doi.org/10.4000/formationemploi.5266)

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 2018

Pagination : 1-2

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Jean-Frédéric Vergnies, « Edito », *Formation emploi* [En ligne], 141 | Janvier-Mars 2018, mis en ligne le 15 avril 2018, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/5266> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.5266>

Formation en alternance : en quête de tuteurs

Jean-Frédéric Vergnies
Rédacteur en chef

La formation en alternance est encouragée depuis des dizaines d'années, comme en atteste la dernière réforme en cours. Pour autant, malgré les nombreuses vertus dont elle est parée et les relatifs avantages financiers qu'elle procure aux entreprises, son développement n'est pas encore à la hauteur des attentes. Le dossier de ce numéro s'intéresse à une des pierres angulaires de l'alternance, pourtant assez peu explorée, les situations de tutorat et de transmission.

Tout d'abord, Anne-Lise Ulman montre que la formation implique des *habitus* culturels et ne peut se réduire à la maîtrise de savoir-faire. Elle souligne aussi l'importance des conditions d'organisation de l'alternance pour renforcer son potentiel formateur.

Vincent Alonso Vilches et Florence Pirard explicitent les décalages entre les représentations du stagiaire et celles du tuteur, notamment concernant les bénéficiaires du service proposé. Ils encouragent le développement d'environnements capacitants sur le lieu de travail. Il s'agit de permettre aux tuteurs de développer leurs capacités d'agir et de penser dans, sur et par l'action, et ce d'autant plus qu'ils s'inscrivent dans une communauté de pratiques.

Pour Jeanne Thébault, la transmission professionnelle constitue une activité à part entière qui doit faire sa place dans les situations de travail. Cette transmission apparaît alors comme une situation d'élaboration et de partage. Elle contribue à un enrichissement mutuel de l'expérience tout au long de la vie professionnelle, en faisant interagir autant « le transmetteur » que « le receveur ».

Laurent Filliettaz souligne que les usagers contribuent de manière significative aux interactions entre stagiaires et tuteurs. La transmission n'est pas seulement un processus bidirectionnel entre « experts » et « novices ». Elle relève plus de polylogues dans le cadre de participations complexes.

Pour Vladimir Iazykoff, la compétence collective ne saurait se concevoir sans transferts entre générations. Pour autant, la transmission des compétences ne se satisfait souvent pas de cadre comme le tutorat. Elle se construit différemment selon qu'elle concerne des métiers industriels, où la transmission repose sur l'expérience du travail de terrain ou, au contraire, les services, au sein desquels cette transmission est plus diffuse.

Enfin, dans sa postface, Lucie Varcard revisite la notion de tutorat à l'aune d'une forme ancienne de transmission professionnelle, le compagnonnage.

Parallèlement, ce numéro témoigne de l'intérêt de notre revue pour les travaux présentés aux Journées de l'Association d'économie sociale¹. Il publie ainsi quelques articles dans notre champ particulier des relations formation, travail, emploi. Une contribution d'économie quantitative, de Laurence Lizé et Géraldine Rieucan, explore les liens entre l'expérience acquise pendant les études et la première insertion des jeunes, à partir des enquêtes Générations du Céreq. Un emploi pendant les études, surtout s'il est régulier et cohérent avec les études, permet d'établir des réseaux utiles par la suite.

Une contribution d'économie qualitative, de Philippe Semenowiz, mobilise la théorie de l'économie des conventions. L'auteur analyse comment les structures d'insertion par l'activité économique tentent de concilier logiques marchande et civique. La mise en place de partenariats dans une logique dite connexionniste permettrait de sortir de ce dilemme.

Enfin, un article de sociologie, de Didier Demazière et Marc Zune, s'intéresse à ce qu'est un travail non-salarié accessible, pour ceux qui n'ont plus d'emploi. Ainsi, pour les chômeurs disposant d'expériences mobilisables et de soutien pour envisager de répondre à une demande, le travail autonome peut constituer une porte vers l'emploi. Pour les chômeurs plus marginalisés professionnellement, le travail autonome apparaît davantage comme une alternative encore virtuelle.

Par ailleurs, dans un souci de publier les articles dans des délais raisonnables, ce numéro présente trois textes pêle-mêle. Yael Brinbaum montre ainsi que les réseaux et les intermédiaires du marché du travail ne jouent pas le même rôle en début de carrière selon l'origine des descendants d'immigrés. Jennifer Urasadettan, Gérard Podevin, Nathalie Beaupère et Gilles Pinte étudient les conditions d'amélioration de la validation des acquis professionnels (VAE) en région, au travers de la construction d'une charte d'accompagnement de ce dispositif. Enfin, l'article de Noémie Olympio et Vanessa Di Paola, manifestant une fois de plus l'ouverture internationale de notre revue, interroge les capacités des systèmes éducatifs français et suisse à ouvrir des espaces d'opportunités variés à leurs élèves.

Bonne lecture.

1. Notre revue, attentive à accompagner les jeunes chercheurs, a contribué à une table ronde des revues à l'intention des doctorants.